

Mon collègue de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles) a bien exposé l'autre jour les conséquences pour les vieillards pensionnés du supplément de revenu garanti que leur a offert le gouvernement. Beaucoup de nos vieux pensionnés, touchant aussi le supplément, reçoivent au moins \$105 par mois, sans compter les augmentations relatives au coût de la vie, et deviennent assujettis à l'impôt vu le supplément. A la vérité, leur situation, par suite du supplément, est pire qu'avant.

C'est pourquoi on s'alarme tellement de l'incompétence du gouvernement, si je puis employer un euphémisme, car je pourrais employer une expression bien plus déplaisante. Le gouvernement donne d'une main et enlève de l'autre. Ce n'est pas que sa main droite ne sait pas ce que sa main gauche fait, mais le gouvernement espère que la personne qui reçoit quelques cents d'une main ne se rende pas compte qu'on lui en retire fort habilement davantage de l'autre. Voilà le premier groupe de personnes que je tenais à mentionner, et qui sont véritablement menacées par le gouvernement, du fait que l'écart entre leurs moyens et le coût de la vie s'élargit sans cesse.

● (4.40 p.m.)

Deuxièmement, je veux parler des jeunes Canadiens. Le ministre nous dira peut-être que les jeunes étudiants peuvent obtenir des prêts. Je n'entamerai pas une discussion sur ce point. Souvent ces emprunts hypothèquent l'avenir de nos jeunes. Nombre d'entre eux ne sont pas prêts à contracter des dettes qu'ils ne peuvent pas rembourser. Ils hésitent donc à emprunter de l'argent pour poursuivre leurs études. En outre, malgré les déclarations louables des premières banquettes d'en face, les étudiants de tout le Canada ont bien du mal à trouver des emplois cet été. Dans la région de Vancouver, l'an dernier, la moitié des jeunes en cherchèrent sans en trouver. La situation du chômage étudiant à Vancouver s'aggravera sans doute cette année, or, ce qui est vrai de Vancouver est vrai des autres centres du Canada. Donc, à quoi sert-il au ministre de dire à nos jeunes: contractez un emprunt et hypothéquez votre avenir pour poursuivre vos études mais vous ne pouvez pas trouver d'emploi et donc liquider votre dette. Une jeune personne qui hypothèque son avenir me rappelle le dicton qui veut que l'on décoiffe saint Pierre pour coiffer saint Paul. Autrement dit, on vide une poche pour remplir l'autre.

Troisièmement, je veux parler de nos vétérans. Leurs allocations sont insuffisantes.

Depuis des mois on leur a fait croire qu'elles seraient majorées. Le gouvernement leur a dit que dès que le rapport Woods serait présenté, les allocations de subsistance des vétérans seraient majorées. Mais cela ne s'est pas produit. Il n'est pas étonnant que bien des députés aient reçu des lettres des vétérans sur ce sujet. J'en connais qui vivent dans la misère avec leur famille. Le gouvernement nous dit maintenant que ces allocations ne seront pas majorées au cours de la session actuelle. Il veut nous mettre devant un fait accompli, semble-t-il, en nous présentant un Livre blanc lorsqu'on étudiera le rapport Woods. Le gouvernement veut préparer sa mesure sans en révéler d'avance le contenu aux vétérans. Si la démocratie de participation existait véritablement dans notre pays le gouvernement demanderait aux vétérans et à leurs associations de comparaître devant le comité permanent des affaires des anciens combattants pour présenter des instances, d'après lesquelles il pourrait agir ensuite. Il n'en a rien fait.

Il est clair que le gouvernement croit encore devoir agir en père nourricier. Il doit être le père nourricier des Indiens et de groupes tels celui des anciens combattants. Le gouvernement dit, «Nous savons ce qu'il vous faut; nous avons étudié la question. Nous siégeons ici à Ottawa et nous savons ce qu'il faut aux Canadiens.» Nos anciens combattants sont fort mal partagés. A cause du coût élevé de la vie, ils ont de la difficulté à joindre les deux bouts et jusqu'ici rien n'indique que leurs pensions vont être alignées sur le coût de la vie.

Le quatrième groupe dont j'aimerais vous entretenir est celui de nos Indiens. Au Canada, nous n'avons même pas commencé à aider convenablement nos Indiens et nos Métis. L'autre jour j'ai eu le plaisir de voir une communication des Métis de l'Alberta sur mon pupitre. Je n'ai pas encore eu le temps d'étudier le bien-fondé de leurs revendications, mais j'en aime le ton. Ces gens disent maintenant, «Nous avons écouté assez longtemps; maintenant nous voulons des réponses directes à des questions directes.» La session tire à sa fin et nous n'avons pas rendu justice à nos Indiens. Dans bien des cas, leur revenu est de beaucoup inférieur au seuil de la pauvreté.

Je vous parlerai maintenant du cinquième groupe, les immigrants. Ils viennent au Canada et ont à faire face à bien des difficultés. Même si, dans bien des centres, on leur vient en aide; ils ont besoin d'une assistance plus grande encore. Les autorités de la ville de Vancouver essaient d'aider les immigrants.